

Le 10 mai, il pleuvait...

“MITTER

Quarante ans plus tard, le 10 mai 1981, date de la première élection de François Mitterrand à l'Élysée, demeure une date historique à bien des égards. Parlementaires, responsables socialistes, ministres bientôt, ils se souviennent.

PAR PHILIPPE FOUSSIER

« Un souvenir à nul autre pareil. » André Laignel résume bien l'empreinte laissée par la soirée du 10 mai 1981 et les jours qui ont suivi. Compagnon de François Mitterrand depuis 1965 au sein de la Convention des institutions républicaines, élu député de l'Indre en juin 1981, le maire d'Issoudun se souvient : « Dans nos terres calmes du Berry, on n'avait jamais vu, et on n'a pas revu depuis, un tel enthousiasme. Une grande espérance aussi, qui s'est prolongée pendant des mois et qui se traduisait sur la physionomie des gens, qui semblaient tous heureux. » À l'époque premier adjoint au maire de Villeurbanne, Charles Hernu – bientôt nommé ministre de la Défense –, Jean-Jack Queyranne témoigne : « Cette ferveur a duré pendant des semaines, les gens se parlaient dans la rue, on sentait une ambiance exceptionnelle de fête, de légèreté. La mairie a organisé des concerts avec Idir, puis avec Dalida, mais, dans la ville, les gens faisaient la fête tous les soirs, improvisaient des bals populaires, s'invitaient les uns les autres. »

Futur député et maire de Quimper, à l'époque premier secrétaire de la fédération PS



du Finistère, Bernard Poignant confirme : « On sentait monter l'enthousiasme depuis des semaines, je me souviens du dernier meeting le 8 mai avec Pierre Mauroy, qui allait être nommé Premier ministre quelques jours plus tard, on sentait le mouvement, la liesse. Et la soirée du 10, il pleuvait à Quimper, je me rappelle la foule dans les rues de la ville qui scandait : "Mitterrand, du beau temps!" » À Boulogne-sur-Mer, dans une fédération du Pas-de-Calais longtemps dominée par Guy Mollet et reprise par les mitterrandistes,

même ambiance. « Je n'ai jamais vu une telle ferveur, raconte Guy Lengagne, le maire d'alors, futur ministre dans le gouvernement Mauroy. La foule s'était agglutinée autour de la mairie. Quand je suis sorti sur le perron, j'ai été soulevé et porté. Pour les gens, j'étais celui qui représentait François Mitterrand. » À Orléans, ambiance un peu différente, comme le raconte Jean-Pierre Sueur, futur député-maire, aujourd'hui questeur du Sénat : « Il y avait une joie immense, et en même temps beaucoup de gens pleuraient. »

RAND, DU BEAU TEMPS !”



POURQUOI ON EN PARLE

ET LA GAUCHE DIRIGE LE PAYS

Il y a quarante ans, François Mitterrand était élu président de la République. La gauche accédait au pouvoir avec la possibilité d'y rester, ce qui se produisit en effet. Car, par une sorte de malédiction, ses expériences dans l'Histoire étaient toujours de courte durée. Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, il y avait bien eu le Cartel des gauches, en 1924, fragile et fugace, le Front populaire, en 1936, mais pendant une année seulement. Ensuite, quelques rares gouvernements de coalition sous la IV^e République, avec un président du Conseil de gauche (Ramadier, Mendès France, Mollet...) ou bien un président (SFIO) de la République, Vincent Auriol, élu pour un septennat en 1947, mais dans un régime où la fonction était surtout décorative et où l'élection ne procédait que du vote de quelques centaines de parlementaires. La victoire de Mitterrand, en 1981, amplifiée en 1988, constituait bien une rupture avec une règle non écrite selon laquelle seule la droite pouvait ou devait diriger la République. ■ P.F.

d'un appel de Paris la victoire face à Giscard d'Estaing. Il s'approche de François Mitterrand, qui s'adresse à des amis pour leur détailler – comme il le faisait souvent – les caractéristiques de la forêt du Morvan. Glavany lui glisse discrètement l'information à l'oreille. « Pas une ride ne bouge sur son visage, pas l'ombre d'une expression ou d'une émotion. Une maîtrise de soi incroyable: "Bon, nous verrons cela tout à l'heure" », lui répond le désormais président.

Un contraste total avec la ferveur qui dominait les derniers jours de la campagne électorale. Alors secrétaire national du Mouvement des radicaux de gauche, bientôt élu dans l'ancienne circonscription normande de Pierre Mendès France avec son soutien, François Loncle raconte: « Pendant l'entre-deux-tours, les gens s'arrachaient les tracts et les documents que nous diffusions, je me souviens des réunions publiques dans lesquelles j'accompagnais François Mitterrand. Quand sa voiture passait pour rejoindre les salles de meeting, même les >

FERVEUR

« Dans le Berry, on n'avait jamais vu, et on n'a pas revu depuis, un tel enthousiasme. Les gens semblaient tous heureux », rapporte André Laignel, maire d'Issoudun. Même engouement le soir du 10 mai 1981, au restaurant du Vieux-Morvan, à Château-Chinon, alors que François Mitterrand vient tout juste d'être élu président.

été la première femme députée du département, moi la petite prof de maths, face au maire de Perpignan, que tous disaient imbattable. C'était à la fois une grande émotion, une joie mêlée de pleurs. »

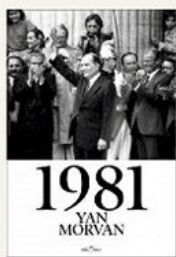
Revanche et délivrance

Le soir du 10 mai, précisément, Jean Glavany le raconte depuis Château-Chinon, la petite ville de la Nièvre dont François Mitterrand était le maire. Chef de cabinet du président avant de devenir député puis ministre, il apprend à 18 h 30

« On était figés », se remémore Jacques Guyard, à l'époque président de l'agglomération d'Évry: « Aujourd'hui encore, quand je me souviens du visage de François Mitterrand apparaissant sur l'écran de télévision à 20 heures, j'ai les poils qui se dressent. » « Les anciens pleuraient », confirme Renée Soum, qui allait être élue en juin députée de Perpignan. François Mitterrand, dans la foulée de sa victoire, avait exigé que cinq femmes supplémentaires disposent de circonscriptions gagnables par le PS: « J'ai

➤ *policiers applaudissaient. En général, il y avait autant de monde à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments, jamais on n'avait connu une telle ferveur.* » Georges Labazée, bientôt député des Pyrénées-Atlantiques, rapporte cette anecdote sur le soir de la victoire, célébrée à Pau : « *Toute la nuit, on a fait la fête dans la ville, c'était une ambiance insensée, on avait même investi le casino de Pau, comme un symbole de l'argent.* »

L'idée d'une forme de revanche, Jean-Pierre Masseret, futur sénateur de Moselle et ministre, la confirme : « *On attendait la victoire comme une délivrance, mais je me souviens comment, dans les rues de Metz, les gens s'en prenaient à ce qu'ils estimaient être l'incarnation du pouvoir sortant, le Républicain lorrain, le quotidien local.* » La tension avec la droite, Jean-Pierre Sueur l'a encore en mémoire : « *Toute la soirée et toute la nuit, Orléans a été investi par la foule. Le lendemain, la seule expression de la mairie, tenue par la droite, a été la diffusion d'un communiqué pour condamner la dégradation d'un parterre de fleurs et le vol de deux drapeaux sur des bâtiments publics.* » Le 8 mai, pour la fête annuelle de Jeanne d'Arc, la municipalité orléanaise avait



1981 de Yan Morvan, préface de Hubert Védrine, ediSens, 28 avril 2021, 256 p., 35 €.

“LE PCF NE SOUHAITAIT PAS la victoire de Mitterrand”, relève Louis Mexandeau, futur ministre des PTT. Ci-dessous, Henri Krazucki, Georges Séguay et Georges Marchais lors du défilé des travailleurs, le 1^{er} mai 1982.

convié, comme invité d'honneur, le général de Boissieu, le grand chancelier de la Légion d'honneur, qui avait déclaré quelques jours plus tôt qu'il démissionnerait de ses fonctions plutôt que de s'adresser lui-même à un François Mitterrand élu qui deviendrait de droit le grand maître de l'ordre. « *La droite était totalement K-O., confirme Bernard Poignant. C'est vrai que nous avons tellement l'habitude de perdre les élections présidentielles...* »

“Espoir de rupture”

Futur ministre du Travail, auteur des lois qui portent son nom et qui ont fait beaucoup pour démocratiser l'expression des salariés dans les entreprises, Jean Auroux, à l'époque maire de Roanne, une ville industrielle, raconte : « *L'un de mes plus forts souvenirs, c'est une ouvrière du textile qui m'a dit ce soir-là : “Enfin, on va s'occuper de nous”.* » Dirigeant de la Fédération de l'Éducation nationale, bientôt appelé à devenir le premier – et le dernier – ministre du Temps libre, André Henry rassemble ses souvenirs : « *“Espérance”, c'est ce mot qui revient à mes lèvres dans la fièvre des appels des journalistes, le soir du 10 mai. Un grand espoir de rupture avec les pesanteurs de la droite était né pour la France.* » « Espoir »



et « espérance » sont en effet les deux mots qui reviennent le plus souvent dans la bouche de ceux qui, simples parlementaires, futurs ministres ou dirigeants socialistes, se projettent le film des premiers temps de l'alternance.

Beaucoup aussi ont en mémoire les relations avec le Parti communiste. Depuis la rupture de l'union de la gauche, en 1978, les relations entre socialistes et communistes étaient souvent tendues. Le PCF allait d'ailleurs le payer cher aux législatives de juin 1981. Malgré l'entrée au gouvernement de quatre des siens, du jamais-vu depuis la Libération, le nombre de leurs députés allait être divisé par deux, tandis que le groupe socialiste triplait quasiment ses effectifs. En effet, les sortants communistes étaient très souvent distancés au premier tour par des socialistes, souvent trentenaires, parfois élus maires en 1977, et, pour beaucoup d'autres, encore détenteurs d'aucun mandat. « *Les électeurs communistes voulaient l'union, les élus et les cadres beaucoup moins* », résume Guy Lengagne. « *Le PCF ne souhaitait pas la victoire de François Mitterrand, et nous savions que les*



Photos : Yan Morvan



“ENFIN, ON VA S’OCCUPER DE NOUS”, confiait une ouvrière du textile, le soir de la présidentielle, à Jean Auroux, alors maire de Roanne et futur ministre du Travail. Ci-dessus, la foule parisienne se dirigeant vers le Panthéon, lors de l’entrée en fonction de Mitterrand, le 21 mai 1981.

dirigeants communistes prônaient l’abstention “révolutionnaire” », se remémore Louis Mexandeau, bientôt ministre des PTT et parmi les plus anciens des « grognards » du président élu. « La visite de l’ambassadeur d’URSS à Giscard d’Estaing le 7 mai en était une forme de confirmation. » Élu de la Sarthe, alors candidat aux élections législatives, Raymond Douyère se souvient de sa campagne dans une circonscription tenue par le PCF : « Les collages d’affiches étaient risqués pour les socialistes. On était attendus par les militants communistes équipés de chaînes de vélo. » Les quatre ministres communistes resteront jusqu’en 1984. Il faudra attendre 1997 pour que la « gauche plurielle » existe à nouveau dans un gouvernement.

Au-delà de l’événement électoral et du choc politique, certains pensent déjà à la suite. Appelé à rejoindre le gouvernement pour

prendre un portefeuille social, Jean Auroux fait observer au président qu’il n’est pas spécialiste du domaine. « Justement, rétorque François Mitterrand, vous êtes maire d’une ville ouvrière et vous connaissez la réalité sociale. Et il faudra faire vite. Ce qui n’est pas réalisé dans les dix-huit premiers mois ne le sera plus ensuite. » Bientôt en campagne pour les élections législatives à Manosque, André Bellon, procureur constant des institutions de la V^e République, exprime l’ambivalence de ses sentiments d’alors : « Nous sentions cet immense moment de liberté, cette fraternité nouvelle, on avait secoué le cocotier, et, en même temps que ce mouvement collectif, c’était le triomphe d’un homme, au sens des consuls romains », analyse l’ancien député des Alpes-de-Haute-Provence. « Avec la relance par la consommation, on se rend vite compte que les choses ne vont pas se passer

comme prévu, que nous n’éviterons pas les restructurations dans les secteurs industriels sinistrés. Il fallait prendre des décisions courageuses », explique a posteriori Gérard Collomb, élu député du Rhône et futur ministre de l’Intérieur d’Emmanuel Macron. En contrepoint, Jean-Pierre Chevènement argumente : « J’avais rédigé le projet socialiste mais j’étais perplexe sur la volonté de François Mitterrand de s’y tenir. On a ressenti les premières difficultés à la rentrée. Jacques Delors, ministre des Finances, exprimait des mises en garde répétées qui faisaient apparaître des clivages. » En effet, au début de 1983, il y eut le « tournant de la rigueur », et Jean-Pierre Chevènement quittera l’équipe gouvernementale, en désaccord avec les choix économiques retenus.

La paix civile assurée

Enfin, que retenir de cette date historique ? Bernard Poignant souligne : « Quand on parle du 10 mai, on n’a pas besoin de préciser l’année ; il y a peu de dates qui marquent ainsi l’histoire. » Élu sénateur de l’Hérault à la fin de 1980, engagé très tôt dans la Convention des institutions républicaines aux côtés de François Mitterrand, Gérard Delfau fournit une lecture qui emportera sûrement l’assentiment des témoins précédemment cités : « Plus que par les avancées sociales, les nationalisations, la décentralisation et l’abolition de la peine de mort – progrès pourtant considérables –, le 10 mai 1981 se caractérise par ce fait capital : l’alternance démocratique est enfin devenue possible. À ceux qui, aujourd’hui, m’interrogent, sceptiques, amnésiques ou revanchards, sur ce que nous devons à François Mitterrand, j’ai coutume de répondre : la gauche enfin admise à la gestion des affaires publiques, autrement que sous forme d’une “expérience”, comme au temps de Léon Blum, ou bien telle une béquille de la droite, comme sous Guy Mollet. En définitive, une assurance de paix civile, le bien le plus précieux d’une nation. » ■ P.F.

“LA DROITE ÉTAIT TOTALEMENT K.-O., C’EST VRAI QUE NOUS AVIONS TELLEMENT L’HABITUDE DE PERDRE LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES.” BERNARD POIGNANT